

# Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOI

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois  
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 49  
Excusés : 17  
Absents : 14

**REUNION DU 13 DECEMBRE 2021**

Le président certifie, sous sa responsabilité,  
le caractère exécutoire du présent acte  
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)  
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-ET-UN, le LUNDI TREIZE DECEMBRE à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le SEPT DECEMBRE DEUX MILLE VINGT-ET-UN, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno BESCHIZZA.

## ETAIENT PRESENTS

M. ASENSI François, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BELOUCHAT Rachid, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. CANNAROZZO Frank, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, M. EL KOURADI Fouad, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, M. HAN Bo, Mme JAOUANI Amel, Mme LAGARDE Aude, M. LAGARDE Jean-Christophe, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, M. MEIGNEN Thierry, Mme MEKKI Chérifa, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, M. PRUNIER Gérard, M. RAMADIER Alain, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, M. ZANGRILLI François.

## EXCUSES

Mme BENAMMOUR Mérim, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BOUTHORS Jacqueline, Mme BRAHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CARRE Julien, Mme COLLET Marie-Claude, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. FERREIRA Lino, Mme HERSEMEULE Carmen, M. LAPORTE Pierre, M. LASTAPIS Michel, M. MARAN Max, M. MORIN Sébastien, Mme PINHEIRO Amélie, Mme VALLETON Martine,

## AYANT DONNE POUVOIR A

M. BAILLON Jean-François, M. BESCHIZZA Bruno, Mme LAGNEAU Muriel, M. BLANCHET Stéphane, Mme MAROUN Séverine, Mme LEFEVRE Bénédicte, M. GESELL Quentin, Mme BELMOUDEN Fatima, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme MABCHOUR Najet, M. VAZ Micaël, M. GUYON Olivier, M. ZANGRILLI François, Mme VERTE Monique, M. CHAUSSAT Jacques, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, Mme PERRON Christine,

## ABSENTS

Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAVAROC Grégory, Mme DA COSTA Marie-Lyne, M. DESRUMAUX Denis, Mme FAOUZI Hanane, M. JIAR Youssef, Mme KHATIM Karima, Mme MENDES Odette, M. SAULIERE Gilles, Mme YOUSSEF Mélissa.

## SECRETAIRE DE SEANCE

M. Stéphane BLANCHET

## DELIBERATION N°139 – VIE INSTITUTIONNELLE – EVOLUTION DE LA COMPETENCE DE L'EPT PARIS TERRES D'ENVOI EN MATIERE DE TRANSPORT

**Le conseil de territoire,**

Après avoir entendu l'exposé de Madame Sabrina MISSOUR,

**Vu** le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L5219-5 et L 5211-1 et suivants,

**Vu** le code des transports,

**Vu** la loi n°2010-597 du 3 juin 2010 sur la création du réseau du Métro du Grand Paris Express et de la Société du Grand Paris

**Vu**, pour la ligne 17, le plan général des travaux du dossier annexé au décret n°2017-186 du 14 février 2017 déclarant d'utilité publique les travaux de réalisation de cette ligne,

**Vu** la délibération n°145 du conseil territorial du 18 décembre 2017 portant sur la définition de la compétence de l'EPT en matière de transport

**Vu** La délibération n°1 du conseil territorial du 1er mars 2021 portant sur l'évolution de la compétence de l'EPT en matière de transport

**Considérant** que le périmètre de la compétence en matière de transport de l'EPT comprend l'aménagement et la gestion des pôles gares du Vert Galant, de Sevran Beaudottes et du Parc des Expositions, et que ce périmètre est amené à évoluer en fonction de l'aboutissement d'une réflexion en cours sur l'ensemble des pôles gares du territoire.

**Considérant** que certaines études de pôle ont abouti à la réalisation d'un schéma de référence et que les autres sont en phase de valider un scénario d'aménagement, et qu'il convient donc que ces études de pôles puissent identifier les financeurs et maîtres d'ouvrages de ces futures infrastructures tant pour la réalisation que pour la gestion.

**Considérant** la nécessité d'harmoniser et de préciser la compétence de l'EPT en matière d'aménagement et de gestion des pôles gares sur l'ensemble du territoire en vue du lancement des premières études de conception et réalisation des pôles.

Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20211213-139-13-12-2021-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2021  
Date de réception préfecture : 21/12/2021

**Considérant** qu'il convient de distinguer les notions d'aménagement, de gestion et d'exploitation des pôles d'échanges et de définir pour chacune de ces notions les périmètres de compétence de l'EPT.

**Considérant** qu'en matière d'aménagement des pôles gares, la compétence de l'EPT ne peut porter que sur les équipements nécessaires à l'intermodalité, et que le périmètre opérationnel des projets de pôles, précisé dans le schéma de référence validé par le comité de pôle, constitue par conséquent la limite de l'intervention et du financement de l'EPT.

**Considérant** que le comité de pôle fixe collégialement le niveau de qualité architecturale et paysagère du projet dans le but de garantir l'unité fonctionnelle et visuelle du pôle, et qu'il pourrait être, en outre, envisagé de fixer, en collaboration avec les communes, un niveau de prestation dit « standard » visant à encadrer les limites du financement de l'EPT en matière d'aménagement.

**Considérant** que la gestion des espaces publics des pôles s'inscrit dans la continuité de la gestion du domaine public routier et que les gestionnaires de voirie tels que les communes et le département sont donc plus qualifiés et efficaces que l'EPT à assurer l'entretien et la maintenance de ces espaces.

**Considérant** que la gestion à l'échelle territoriale de l'exploitation de certains équipements ou services spécifiques aux fonctions intermodales des pôles pourrait faire sens sur le plan économique et stratégique (agence de mobilité, infrastructure spécifique destinées au confort des voyageurs, locaux conducteurs).

**Considérant** l'intérêt de transférer à l'EPT l'aménagement et la gestion des parcs de stationnement dédiés au rabattement vers les gares (parcs relais), dans la mesure où ils constituent un levier fondamental de la mise en œuvre d'une politique de mobilité territoriale et qu'il est opportun de rechercher la rentabilité économique de ces infrastructures.

**Considérant** l'opportunité de fixer les bases de la mise en œuvre d'une politique de mobilité territoriale en inscrivant ces aménagements dans une logique de réseau et de corréler ces équipements structurant au développement urbain du territoire.

#### **Après en avoir délibéré,**

- **Décide** d'abroger la délibération du 18 décembre 2017 portant sur la définition de la compétence en matière de transport de l'EPT et de redéfinir cette compétence de l'EPT comme suit :
  - ❖ En matière d'aménagement et de gestion des pôles gares :
    - A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, l'EPT Paris Terres d'Envol a en charge l'aménagement des « pôles gares », existants et futurs, situés sur son territoire.
    - La compétence de l'EPT porte sur les études préalables, les études de conception et de réalisation, les acquisitions foncières et les travaux portant sur les aménagements des espaces intermodaux : stationnement, accessibilité, confort, information, signalétique, jalonnement, hors aménagement d'espaces non directement liés au projet.
    - Le périmètre d'intervention de l'EPT se limite au périmètre opérationnel d'aménagement défini dans le contrat de pôle validé par le comité de pôle (schéma de référence ou schéma de principe). Pour chaque gare existante ou en projet, le périmètre d'intervention de l'EPT est précisé en annexe de la présente délibération lorsqu'un schéma de référence existe.
    - Le financement de l'EPT pour l'aménagement des pôles se limite à la qualité architecturale et paysagère validée par le comité de pôle dont l'objectif premier est de garantir tant l'unité fonctionnelle que visuelle du pôle gare. L'EPT définira, en partenariat avec les communes le niveau de prestation dit standard et générique à l'ensemble des pôles.
    - Le périmètre d'intervention de l'EPT en matière de gestion des pôles gares est précisé en annexe de la présente délibération et entre en application à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023. Il n'est pas du ressort de l'EPT d'assurer l'entretien et la maintenance des espaces routiers et piétons des pôles gares, des espaces verts, du mobilier urbain, de la vidéo-surveillance, du jalonnement. L'EPT assure néanmoins l'entretien, la maintenance et l'exploitation des équipements et services spécifiques à l'intermodalité (services de mobilité, auvent, consignes et abris vélos, maison des mobilités, locaux conducteurs...).
    - A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, l'EPT a en charge l'aménagement et la gestion des parcs de stationnement de rabattement dédiés aux gares (parcs relais).
  - ❖ Participation technique et financière aux conventions partenariales liant l'EPT à Ile-de-France Mobilités et aux transporteurs : conventions partenariales relatives aux lignes régulières et convention partenariale relative au service de transport à la demande Filéo, dans l'attente de la renégociation de ces conventions,
  - ❖ Maîtrise d'ouvrage des études de Plan local de mobilité,
  - ❖ Etude de solutions innovantes en matière de mobilité,
  - ❖ Mise en cohérence au niveau territorial des études d'amélioration et de requalification des grands axes (ex RN et RD) et voirie supports de transports en commun en site propre, les communes restant compétentes pour les aménagements et leur définition.
- **Décide** de restituer aux communes la compétence en matière d'entretien et de maintenance de certains équipements des pôles du Vert Galant, de Sevrans Beaudottes, du Parc des expositions et du Bourget Aéroport qui n'entrent pas dans le périmètre de la compétence de l'EPT ainsi défini.

**Adopté à l'unanimité**



Le Président  
Accusé de réception en préfecture  
093-2109062031CS-001272A  
Date de télétransmission : 21/12/2021  
Date de réception préfecture : 21/12/2021